



CHÈRES CONCITOYENNES,
CHERS CONCITOYENS,
JE SUIS HEUREUX DE VOUS
RENDRE COMPTE DE CETTE
PREMIÈRE ANNÉE DE MANDAT !

”

Madame, Monsieur,

Il y a un peu plus d'un an, j'ai quitté mes fonctions de maire de Grande-Synthe et de vice-président de la Communauté Urbaine de Dunkerque. **Après plus de dix-huit années, j'ai fait le choix d'aller siéger au Parlement européen en tant que député**, élu avec douze autres collègues écologistes, grâce à un très beau résultat électoral.

Ce nouveau combat politique fait le lien avec les mandats locaux que j'occupais. Il est en parfaite adéquation avec les actions que j'ai menées et les valeurs qui ont toujours été les miennes : protection de l'environnement - de l'air que l'on respire à ce que l'on boit, ce que l'on mange, tout ce qui touche à notre humanité et au vivant en général ; justice sociale, protection de la santé, développement de l'emploi durable, éducation populaire...

Le niveau européen est déterminant pour fixer le cadre juridique sur nos territoires, dans tous ces domaines. J'ai pu constater, en tant que maire, combien les lois et règlements pouvaient favoriser le passage à l'action concrète, ou au contraire, être un obstacle à la lutte contre le changement climatique, la protection de la biodiversité, le principe de précaution en matière de santé et bien d'autres choses.

Je vous explique dans ce journal, le travail qui est le mien depuis un an à Bruxelles et à Strasbourg, mais aussi au cours de très nombreux déplacements en France et ailleurs, déplacements que j'effectue afin de ne rien perdre du contact avec le terrain.

Au cours de mes dix-huit années de mandat j'ai rendu annuellement compte de mon action politique. Ça reste le cas aujourd'hui. Très attaché au territoire dunkerquois et à cette région, c'est à vous que je rends compte aujourd'hui.

Vous le verrez, les sujets qui étaient les miens en tant qu'élus locaux sont les mêmes au niveau européen : énergie renouvelable, lutte contre le changement climatique, transition écologique et sociale, transition industrielle, protection de nos entreprises, solidarité internationale, accueil des exilé.e.s ...

J'ai directement en responsabilité, au nom des écologistes européens : les dossiers sur la réforme du système d'asile dit « de Dublin » et les conditions d'accueil des exilé.e.s. Protéger les droits humains fondamentaux : c'est le cœur de mon travail. C'est le sens, c'est la grande direction. **Je suis également en charge de la recherche et du développement de l'hydrogène vert comme solution de stockage des énergies renouvelables.** L'hydrogène, s'il est vert (j'y reviens page 7), est une énergie du futur, notamment dans l'industrie et la mobilité. **Je travaille aussi pour l'établissement d'une taxe carbone aux frontières :** elle protégera nos entreprises devenues vertueuses sur le plan environnemental. Enfin, **la lutte contre les lobbies et contre l'évasion fiscale, ainsi que la protection des lanceurs d'alerte environnementaux** font pleinement partie de mon quotidien.

Sur tous ces dossiers, mon engagement est total. Cet engagement est aussi directement en lien avec l'agglomération dunkerquoise et son avenir.

Vous le savez, la presse s'en est fait l'écho : le changement climatique provoquera des épisodes de submersions marines et d'inondations qui auront des impacts très importants sur ce territoire.

C'est le combat majeur qu'il nous faut mener pour éviter le désastre.

Il faut le mener avec détermination et courage.

Tout le monde est concerné. Tout le monde.

Nous devons nous battre pour assurer un avenir viable et serein : on ne peut pas simplement continuer. On ne peut plus faire comme avant. Il faut changer. Ce sera complètement différent, mais ce ne sera pas moins bien. Ce sera mieux.

Je m'attache, où je suis aujourd'hui et avec mes collègues, à dégager les moyens de pouvoir mener ce combat. Les élu.e.s locaux.ales et territoriaux.ales ont leur part à faire aussi. Je veux par mon action, redonner confiance.

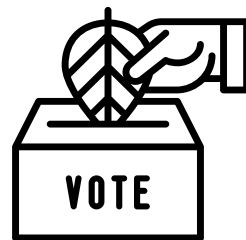
Confiance en l'air que l'on respire, confiance en ce que l'on mange, confiance en l'eau que l'on boit.

Confiance en notre avenir commun.

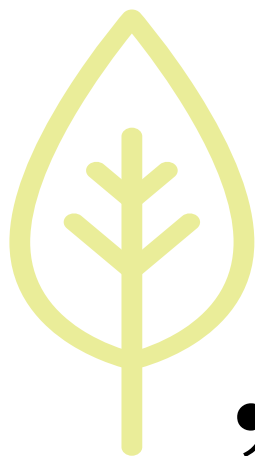
Damien CAREME
Député européen



LA PRIORITÉ ABSOLUE



**LA RÉOLUTION
DÉCLARANT L'ÉTAT
D'URGENCE CLIMATIQUE
ET ENVIRONNEMENTALE
A ÉTÉ ADOPTÉE LE
JEUDI 28 NOVEMBRE
2019 PAR 429 VOIX
POUR, 225 VOIX CONTRE
ET 19 ABSTENTIONS.**



”

**A MES YEUX, C'EST ÉVIDENT. AUCUN
EURO DES PROCHAINS BUDGETS
DE L'UNION EUROPÉENNE NE DOIT
FINANCER DES PROJETS LIÉS AUX
ÉNERGIES FOSSILES OU AU NUCLÉAIRE.**



Toutes les propositions doivent respecter l'accord de Paris. **Aucun accord commercial ne doit être signé s'il est contraire à nos objectifs climatiques, en premier lieu desquels celui-ci : la neutralité carbone.** Le groupe parlementaire des Verts / ALE (Alliance Libre Européenne), dont je fais partie, défend une neutralité carbone effective dès 2040. La priorité absolue, celle dont découle toutes les autres, c'est l'écologie. L'écologie sociale, solidaire, systémique. L'écologie courageuse, celle qui permet la dignité. **L'écologie, je l'ai compris, car je l'ai éprouvé et vécu lorsque j'étais maire de Grande-Synthe de 2001 à 2019, c'est la base. Les solutions sont réelles, elles existent, elles sont possibles, elles dépendent de choix politiques. C'est une question de volonté. Il faut choisir d'arrêter de torpiller la nature et le vivant, l'humain. Il faut choisir de radicalement changer nos modes de fonctionnement. Je ne dis pas que ça va être simple : ce sera radicalement différent et il va falloir l'accepter. Mais... Ce ne sera pas moins bien. Ce sera mieux. Nous vivrons mieux.** Mener des politiques écologistes, c'est choisir une vie simplement vivable. C'est prendre des décisions redistributives, équitables, contre les inégalités, sociales. Résilientes. Des décisions heureuses, au final.

DU DUNKERQUOIS //

Les plus récentes cartes de submersion marine éditées par l'Agence européenne pour l'environnement (AEE) sont sans appel : à l'horizon 2030, le territoire dunkerquois est directement menacé par la montée des eaux provoquée par le délabrement du climat. Il faut changer nos modes de fonctionnement. Maintenant. Nous sommes en état d'urgence climatique. Il faut basculer de façon collective, massive, immédiatement et sans retour : nous n'en sommes plus à la transition. Nous traversons une crise de la biodiversité, une crise climatique, une crise économique, une crise financière, une crise démocratique, une crise sociale, une crise énergétique, une crise sanitaire. Une crise écologique. Elles ne sont plus conjoncturelles, ces crises, elles sont structurelles.

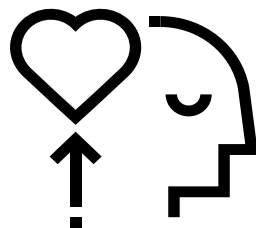
... AU PARLEMENT EUROPÉEN //

A la fin du mois de novembre dernier, le Parlement européen a officiellement décrété l'état d'urgence climatique. C'est une première étape, historique. **Avec Karima Delli, députée européenne avec laquelle je collabore beaucoup, nous avons initié cette résolution. Nous avons demandé que notre territoire européen acte cette réalité.** Qu'est-ce que ça change, concrètement ? Ça oblige l'Europe à assumer, et donc assurer, une série de mesures bien réelles, à la hauteur de l'urgence. Je me bats, avec mes collègues, pour garder l'œil bien ouvert et veiller à ce que les engagements pris soient respectés.



Avec Karima Delli

CHOISIR L'HUMANITÉ



DU DUNKERQUOIS //



Cet automne, les tentatives de traversée à bord d'embarcation de fortune, en mer du Nord et dans la Manche, s'enchaînent à un rythme terrible. Les demandeur.se.s d'asile s'élancent parfois sur des jouets de plage, dérisoires radeaux. Le 19 août dernier, le corps d'Abdulfatah Hamdallah, un jeune homme exilé Soudanais, a été retrouvé sans vie sur une plage de Sangatte : il a tenté le passage sur une de ces embarcations. C'est insupportable. Nous devons nous battre pour la dignité humaine. Nous devons l'exiger. Ici. En France. En Europe, partout et tout le temps. Les droits humains doivent être protégés. **Ce n'est pas une crise migratoire que nous vivons, ce n'est pas vrai de dire ça. Nous vivons une crise de l'accueil. Nous devons accueillir dans des conditions dignes. Nous pouvons le faire : accueillir dans la dignité n'entraîne pas des arrivées massives.**



**CHAQUE MINUTE,
DANS LE MONDE,
20 PERSONNES SONT
FORCÉES DE TOUT QUITTER
POUR ÉCHAPPER À
L'HORREUR.
87% DE CES PERSONNES
TROUVENT REFUGE DANS
UN PAYS LIMITROPHE.**

(source : Agence des Nations Unies pour les réfugiés)

... AU PARLEMENT EUROPÉEN //

Il y a un an, je suis allé dans le camp de Samos, en Grèce : un lieu similaire à Moria, le camp qui a brûlé au début du mois de septembre laissant 12000 personnes dans une situation insoutenable. En mai, je suis également allé à Oissel dans le Centre de Rétention Administrative. En juillet, j'étais à Ouistreham. **Partout, je rencontre des chercheur.se.s de refuge qui attendent sans fin, dans les conditions indignes que leur réservent la France et l'Europe.** Les associations qui se battent pour leur apporter les soins élémentaires sont épuisées. Riche de tout ce qui a été vécu à Grande-Synthe lorsque j'étais maire, je sais que la solution, c'est l'accueil inconditionnel. Je préside aujourd'hui l'Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants. Nous pouvons le faire. Nous pouvons être à la hauteur. **En juin, j'ai demandé que le Parlement européen crée sa propre commission d'enquête : il faut absolument faire respecter le droit d'asile.**



SE BATTRE POUR PROTÉGER LES DROITS HUMAINS FONDAMENTAUX

► Au Parlement européen, **je fais partie de la Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures, dite « commission LIBE »** (prononcer – libé). Cette Commission est un groupe de travail qui lutte contre la criminalité internationale, protège les droits fondamentaux, veille aux droits d'asile, aux migrations, etc.

► Le principal dossier de mon début de mandat de député européen est la réforme du système de Dublin qui, jusqu'à présent, répartit les personnes migrantes sur le territoire de l'Union européenne. Cruel, injuste et totalement inefficace – pour les personnes « accueillies » comme pour les pays accueillants, ce système sera bientôt réformé. **Je demande, avec mes collègues, que l'Europe assure une prise en charge humaine et digne des chercheur.se.s de refuge.**

► La France a été condamnée, le 2 juillet dernier, pour la quatrième fois et sévèrement, par la Cour européenne des droits de l'homme pour « conditions inhumaines et dégradantes d'existence » de demandeur.se.s d'asile. **Ça suffit. La sixième puissance économique mondiale ne peut continuer à maltraiter ainsi.**

**LE PACTE
« ASILE ET MIGRATION »
DE LA COMMISSION
EUROPÉENNE
A ÉTÉ PUBLIÉ
LE 23 SEPTEMBRE 2020.**

La honte ! En septembre 2020 Gérald Darmanin, Ministre de l'Intérieur, interdit aux associations de distribuer de la nourriture aux exilé.e.s à Calais.

MERCI !

GRANDE-SYNTHE INSPIRE

**MONTREZ L'EXEMPLE N'EST PAS LA MEILLEURE
FAÇON DE CONVAINCRE, C'EST LA SEULE.**

- Gandhi ”

J'aime cette phrase de Gandhi. Je la cite très souvent, j'y pense chaque jour.

Toute l'année, je me déplace en France pour raconter, témoigner, dire comment les choses se sont déroulées à Grande-Synthe de 2001 à 2019. Les maires nouvellement élu.e.s lors des dernières élections municipales me demandent comment vit une ville écologique, comment on peut accueillir, quelles sont les solutions... Est-ce qu'elles sont possibles à mettre en œuvre pour de vrai ?

Ce que j'ai vécu lorsque j'étais maire de Grande-Synthe me permet de répondre : oui, c'est possible. Oui, 70% de la lutte contre le réchauffement climatique se joue au niveau local.

Tout est question de volonté. Les solutions relèvent de décisions politiques. Il faut décider de changer pour de bon, et pour le mieux. Il faut le décider. C'est à Grande-Synthe que je l'ai appris. Merci...



Dans le camp de l'île de Samos, en Grèce, où je me suis rendu en octobre 2019. J'y ai constaté les conditions de vie inhumaines des plus de 6000 exilé.e.s présent.e.s dans ce lieu conçu pour 647.



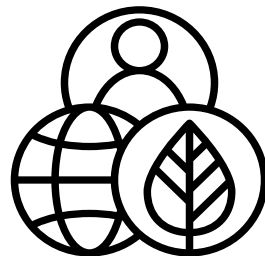
Journées d'été des écologistes 2020. Cédric Herrou était mon invité : il est paysan, il est en procès avec l'État pour avoir secouru des exilé.e.s. Il a fait reconnaître la primauté de la fraternité dans le droit français.

Mon mandat de député européen, c'est... Une partie de la semaine passée à Bruxelles ou Strasbourg, au Parlement européen : du lundi au jeudi, et le reste de la semaine sur le terrain, sur tout le territoire, pour aller rencontrer, partager. La situation sanitaire que nous vivons change l'organisation quotidienne. Page 8, je vous en dis plus sur le fonctionnement du Parlement.

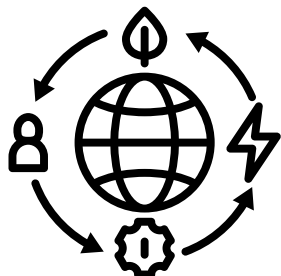
Au Festival des Passeurs d'Humanité, en juillet 2020, dans la Vallée de la Roya :
- avec Dominique Bourg, philosophe et écrivain engagé dans la transition écologique
- avec Martine Landry, 76 ans, militante Amnesty International, poursuivie par l'État pour avoir accompagné des mineur.e.s isolé.e.s à l'hôpital.



AUGMENTER LE POUVOIR DE VIVRE



DU DUNKERQUOIS //



A Grande-Synthe, j'ai pris la décision de combattre la pauvreté en instaurant ce que nous avons nommé Minimum Social Garanti – MSG. Une aide de la collectivité, pour redonner de la dignité aux plus vulnérabilisés. Qu'est-ce qui a rendu possible ce système ? Les économies générées par un nouveau plan d'éclairage public de la ville. **C'est une parfaite illustration de la bascule collective qu'il nous faut opérer : avec de la volonté et du bon sens, il faut en finir avec l'illusion entretenue depuis la fin de la seconde guerre mondiale : l'illusion de bonheur.** Les 30 glorieuses étaient en fait les 30 piteuses. Décider de changer toutes nos façons de faire et de vivre, en cohérence, ne veut pas dire se résoudre à vivre moins bien. **Ça veut dire décider de vivre mieux.**

”

FAVORISER LE VERTUEUX, MAINTENANT

Avec les collègues de notre groupe des Verts / ALE au Parlement européen, nos grands axes de travail sont clairs :

LUTTER CONTRE LES LOBBIES. // Au début du mois de janvier, j'ai demandé la création en urgence d'une Autorité indépendante pour l'éthique.

VEILLER AUX CONFLITS D'INTÉRÊTS // Et intervenir tout de suite, le cas échéant.

LUTTER CONTRE LES PARADIS FISCAUX. // Être lucide à propos de la liste noire. La mettre à jour, enfin ! Pour l'instant, elle est insuffisante et politisée. En février dernier, elle s'est agrandie avec l'ajout du Panama, des Seychelles, des Palaos et des îles Caïmans, mais il en manque encore : le Qatar, Singapour, l'Irlande, le Luxembourg, les Pays-Bas... etc.

DÉNONCER LES PRATIQUES FISCALES DÉLOYALES. // Je l'ai fait en juillet en demandant l'ouverture d'une enquête à propos d'Apple, firme qui est protégée par l'Irlande qui se comporte avec elle comme un paradis fiscal.

... AU PARLEMENT EUROPÉEN //

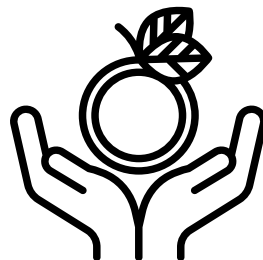
Je fais aussi partie de la Commission que l'on appelle ECON. En ECON, nous travaillons sur les dossiers relatifs aux affaires économiques et monétaires, nous abordons tous les grands sujets européens en lien avec les politiques budgétaires de l'Union. Cet automne, j'entre également à la Commission FISC, un nouveau groupe de travail dédié à la lutte contre la fraude fiscale. L'objectif est de passer au juste, à la solidarité, au vertueux. En finir avec la dévotion au PIB et se réinventer pour vivre avec dignité. **Lutter contre les paradis fiscaux, lutter contre l'insupportable pouvoir des lobbies, dénoncer, proposer, faire ce que l'on dit, toujours.** C'est l'engagement numéro un, indispensable pour la résilience et la confiance. Un exemple ? Grâce au travail de notre groupe des Verts / ALE, nous avons pu rejeter la candidature d'un ancien lobbyiste bancaire pressenti au poste de régulateur au sein de l'Autorité Bancaire Européenne.



#BLACKROCK LE SCANDALE

En avril, j'ai déposé une plainte auprès de la Médiatrice européenne suite à l'attribution à BlackRock d'une étude pour la Commission européenne, étude consacrée à la finance durable. Le conflit d'intérêts était flagrant. La Médiatrice a ouvert une enquête officielle, elle a publié son rapport d'inspection : mes inquiétudes demeurent. Le conflit d'intérêts reste évident. Je continue donc à me battre et poursuis la procédure engagée. Toutes les pièces du dossier sont consultables sur mon site.

METTRE EN ŒUVRE UNE MUTATION IMMEDIATE, GLOBALE ET SOCIALE



DU DUNKERQUOIS //

Installée sur le territoire dunkerquois, Arcelor Mittal à lui seul émet 2% des émissions de CO2 en France. C'est énorme. L'enjeu est extrêmement important. Au-delà de la planète, c'est la vie, la qualité de vie qui est directement touchée. Il faut se battre pour la protéger à tout prix. L'améliorer. Il faut aussi parvenir à préserver, et pérenniser l'emploi. Il faut que l'Europe puisse permettre aux aciéristes et notamment à Arcelor Mittal, de muter. L'objectif ? Parvenir à la fabrication d'un acier 0% carbone grâce, notamment, à l'hydrogène vert.

... AU PARLEMENT EUROPÉEN //

Dans mon travail au sein de la commission ITRE, la commission chargée des dossiers liés à l'industrie, la recherche et l'énergie, j'ai priorisé deux tâches : **la stratégie pour le développement de l'hydrogène vert et la mise en place d'un mécanisme carbone aux frontières de l'Europe.** L'objectif est net et précis : enclencher la mutation profonde de l'industrie, et par là même préserver de la concurrence étrangère les industriels qui s'engagent pour un avenir durable et sensé. Le carbone contenu dans les biens importés, produits selon des processus qui ne respectent pas les normes européennes environnementales doit être taxé. **C'est cette taxe carbone, mise en place aux frontières de l'UE, qui permettra d'en finir avec les méthodes de productions « moins coûteuses », mais ultra polluantes... donc très très coûteuses en réalité, si l'on tient compte des externalités négatives, de l'impact sur la santé de chacun.e, sur le climat, etc. Je me bats pour cela.**

”

CHANGER DE MODÈLE !

≡ Début juillet, avec notre groupe des Verts / ALE, j'ai rappelé à la Commission européenne que l'hydrogène, à condition qu'il soit vert, est incontournable pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2040. Je l'ai également dit au commissaire européen au marché intérieur, Thierry Breton, à qui j'ai présenté des exemples concrets de projets industriels réalisables tout de suite, projets découverts au fil de mes déplacements.

≡ Dans la foulée j'ai proposé **la création d'une Communauté européenne du vent, de l'eau, du soleil et de l'hydrogène, qui pourra préserver nos biens énergétiques communs, pour notre avenir commun.** C'est ce qu'il s'est passé en 1952 lorsque la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) a vu le jour. **Dans le monde, 9 millions d'emplois pourraient être créés au cours des trois prochaines années grâce au marché des énergies renouvelables !** (Source : Agence Internationale de l'énergie).



PARLEMENT EUROPÉEN

MODE D'EMPLOI

La Commission européenne siège à Bruxelles. C'est la garante des traités. Elle propose des textes législatifs et veille à leur application. Elle met en œuvre les politiques et le budget de l'Union. Elle est composée d'un commissaire par État membre. Sa présidente actuelle est Ursula von der Leyen.

Le Parlement européen siège à Bruxelles et à Strasbourg. C'est la plus grande instance démocratique européenne. C'est le peuple. Les **705 député.e.s** qui le composent sont élu.e.s au suffrage universel direct tous les cinq ans. Le Parlement a un rôle législatif, de surveillance et budgétaire. Le Parlement fonctionne via des commissions qui préparent la législation et des sessions plénières qui l'adoptent ou non. Le président actuel est David-Maria Sassoli.

Le Conseil de l'UE siège à Bruxelles. Il réunit les Ministres des États membres de l'Union, par thématiques en fonction des sujets traités (énergie, affaires intérieures, etc.). Lui aussi, il amende et adopte - ou pas - la législation. Tous les 6 mois, un nouveau pays occupe la Présidence (c'est actuellement l'Allemagne, jusqu'à janvier 2021). De manière plus exceptionnelle, ce sont les 27 chefs d'État et de gouvernement qui se réunissent : on parle alors de « Conseil européen ». Il fixe les grandes orientations politiques de l'UE. Il se réunit sur convocation du président qu'il a élu : le président actuel est Charles Michel.

22 commissions préparent les séances plénières du Parlement. **L'agenda des séances ainsi que les réunions en directes sont consultables sur le site : www.europarl.europa.eu.**

44 délégations développent les relations avec les pays non-membres de l'UE.

Je suis membre de 3 commissions et d'1 sous-commission : la Commission libertés civiles, justice et affaires intérieures (LIBE), la Commission affaires économiques et monétaires (ECON), la sous-commission chargée de la lutte contre la fraude, l'évasion et l'évitement fiscal (FISC), et la Commission industrie, recherche et énergie (ITRE). Je suis également membre d'une délégation : la Délégation Afrique du Sud.

La plupart du temps, une décision, pour qu'elle soit actée, doit être votée par le Parlement ET acceptée par le Conseil à la majorité qualifiée (c'est-à-dire au moins 55% des États membres représentant au moins 65% de la population européenne) : on parle de « codécision ». Certains sujets nécessitent toutefois l'unanimité au Conseil (par exemple en matière fiscale). Parfois, des règlements votés par le Parlement ne sont pas acceptés par le Conseil et restent ainsi lettre morte. Cela ne veut pas dire que c'est définitif. Il faut se battre.



RESTONS PROCHES

Vous pouvez retrouver mon quotidien, connaître les déplacements que j'effectue, découvrir les échéances qui s'annoncent, savoir quelles sont mes prises de position, mes engagements et mes travaux en cours via :

- » mon site : www.damiencareme.fr
- » ma newsletter envoyée tous les 15 jours (inscription via le site)
- » et sur les réseaux :

 @DamienCAREME
  @damien_careme
  @DamienCaremeEurodéputé

De tout cœur, je vous souhaite une fin d'année heureuse.